

L'Ukraine, la Russie & l'Ouest

Causes des conflits et possibilités de résolution

Friedrich Glasl en entretien avec André Bleicher

L'entrevue avec Friedrich Glasl a été menée par André Bleicher pour *Sozialimpulse* le 22 mai 2015 à Salzbourg. Contre toutes attentes, il en résulta une conversation extrêmement longue qui fut tout d'abord complètement transcrite et ensuite articulée en quatre blocs d'entretiens.

Dans le premier bloc, on examine à la loupe le conflit ukrainien sous les points de vue culturel, politique et économique. Dans le second paragraphe des entretiens, on discute dans quelle ampleur le conflit en Ukraine est aussi un reflet d'un plus grand conflit, à savoir, une « réédition » de la Guerre froide. Un troisième passage de l'interview sert en outre à typer les conflits caractérisés. La dernière partie est consacrée au développement de scénarios pour l'avenir.

Dimensions culturelle, politique et économique du conflit en Ukraine

A. Bleicher : Samuel Huntington, dans son « *Combat des cultures* » a décrit en Ukraine un conflit culturellement motivé, qui pourrait mener à une scission de l'Ukraine. Quelles situations de conflit existent en Ukraine, selon vous, d'un point de vue culturel ?

F. Glasl : De fait, des lignes de fracture existent en Ukraine, qui sont établies sur un plan culturel.

Il y a deux Églises orthodoxes en concurrence, la russe et l'ukrainienne. Toutes deux sont à peu près aussi fortes et ne se distinguent, autant le dire, pas du tout eu égard à leurs positions théologiques. La liturgie est au plus largement la même. Des différences n'existent que dans la langue et dans les états de fortunes des Églises. Lorsque j'étais à Kiev, j'ai assisté aux messes des deux liturgies, entendu les merveilleux chœurs et je n'ai eu de cesse de demander à mes amis ukrainiens, en quoi consistait la différence et pourquoi existait-il ici une séparation ? Au pis-aller cette séparation est justifiée par l'affinité à chaque fois linguistiquement différente et par la question de savoir si l'Église s'aligne sur Moscou ou bien se rattache à Kiev.

Une autre ligne de rupture remonte très loin en arrière. Markus Osterrieder la développe tout au long de l'histoire des divers peuples qui se sont rencontrés dans cet espace : d'abord les Illyriens et les Celtes, ensuite les Chrétiens et la religion non-chrétienne et enfin l'Église catholique romaine et celle du Christianisme orthodoxe. Il ressort de ça qu'avec l'Ukraine, il s'agit d'un *melting-pot* culturel. À l'occasion de quoi, il est vrai qu'un groupe déterminé a acquis la suprématie et a ensuite dominé les minorités.

Au temps du tsarisme, l'orthodoxie russe acquit une position dominante et déclencha, après la révolution d'octobre, un contre-mouvement, à savoir un renforcement de l'orthodoxie ukrainienne. C'est en effet toujours un signe dans des régions en crises : celui qui occupe une position majoritaire, ne se comporte pas d'une manière très tolérante à l'égard des minorités, et lorsque ensuite les rapports de pouvoir se modifient, cela conduit la minorité

existant jusque-là, à une tendance à la rétorsion et au besoin violent de rattraper certains développements.

A. Bleicher : Est-ce que le conflit linguistique – russe ou ukrainien – représente aussi une telle ligne de rupture ?

F. Glasl : Selon mes connaissances, on met exagérément l'accent sur l'importance de la langue. Selon des sondages sérieux dans l'ensemble de l'Ukraine, avec l'escalade du conflit, à la question – « Quelle est votre langue usuelle quotidienne ? – 80% de la population répond – la « russe » – et de nouveau 80% : « l'ukrainienne ». La population est largement bilingue et parle aussi bien le russe que l'ukrainien de la même façon. La déclaration, que dans l'ouest ou selon le cas, dans l'est de l'Ukraine, le conflit linguistique a mené à une scission, est – je le pense ainsi – une mise en scène politique. À l'appui des circonstances réelles, ce n'est pas à justifier et cela nous fait beaucoup plus nous interroger sur qui a un intérêt à construire là-dessus des différences, là où il n'y avait jusqu'à présent que des communautés...

L'orientation sur divers acteurs hégémoniques ou selon le cas, des grandes puissances, laissa des traces et fonda nombre de modèles d'identification : une partie de l'Ukraine fut autrefois, par exemple, une partie de la monarchie habsbourgeoise et le côté polonais gouverna à l'intérieur de l'Ukraine. Dans des situations de crises, les êtres humains réagissent de manière fortement agressive. Ils en appellent à l'histoire en tant que modèle de légitimation et en dérivent des revendications. Ce qui eut lieu voici 100 ou 200 ans, sert ensuite de fondement pour l'action actuelle et pour des options de configuration concernant l'avenir. Au moyen d'appels de ce genre à la mémoire collective, des raisons sont construites de toutes pièces pour les différences soi-disant profondes entre les groupes isolés en Ukraine. Je tiens nonobstant ces imputations pour une tactique pour engendrer des conflits ciblés.

Ma dernière visite de travail en Ukraine était en juin 2013, précisément au démarrage de la manifestation sur la place Maidan.

Il fut toujours clair pour moi que le ressort de la manifestation était l'écœurement devant la corruption de la classe politique qui, après chaque révolution — qu'elle soit orange ou autre — se fraya une voie, parce que chaque révolution mena au fond à ce que les puissants s'en enrichissent. Une protestation contre ce jeu de répétition de la corruption a nourri la dynamique de Maidan dans une forte mesure au début. Par la suite d'autres forces s'y sont nonobstant immiscées qui en ont modifié autrement l'ensemble.

A. Bleicher : De fait, mainte chose semble parler en faveur du fait que la différence linguistique directrice est construite de toute pièce...

F. Glasl : ...et elle est mise en scène.

« ... incroyablement difficile..., d'apprendre la démocratie »

A. Bleicher : Avec tout cela la question se pose de savoir s'il s'agissait effectivement de révolution, ou bien plutôt d'une banale substitution d'élites. Car l'insatisfaction avec les élites politiques dominantes conduisit à leur destitution — pourtant le système resta au fond le même.

F. Glasl : Je vois cela de façon analogue. Vous savez que je suis actif depuis de nombreuses années en Géorgie et Arménie. Mon expérience, c'est qu'il est incroyablement difficile pour les peuples de là-bas d'apprendre la démocratie. Le modèle — et cela est justifié aussi pour l'Ukraine — est toujours similaire. Tout d'abord, l'opposition est très digne de foi, elle cloue au piloris les situations impossibles. À peine est-elle parvenue au pouvoir, qu'elle succombe au même modèle, comme l'élite corrompue précédemment au pouvoir.

Prenez par exemple, Michail Saakaschwili en tant que porte-parole de l'opposition contre Schewardnadsé, il fut tout d'abord extraordinairement efficace. En tant que président, il entama un combat contre la corruption, en permutant radicalement les forces dirigeantes dans le management intermédiaire de l'administration de la police, des douanes et autres et en les remplaçant par de nouveaux acteurs non corrompus. Dans sa deuxième période de fonction pourtant — il ne put être réélu une troisième fois — il tenta d'opérer une razzia sur ce qu'il pouvait seulement rafler. Il opprima ses opposants politiques et tomba dans le même modèle de procédés que ses prédécesseurs. De nouveau, en revanche, l'opposition prit les devants.

Le meneur de l'alliance suivante des partis, le banquier internationalement couronné de succès Iwanischwili, est très engagé en faveur du social et se comporta tout d'abord d'une manière très intègre. Avant de se consacrer à la politique, il encourageait d'une manière grandiose l'agriculture biologique, assainit l'Université d'état à Tiflis avec ses moyens privés. Il parvint démocratiquement au pouvoir — Mais le nouveau président Margwelaschwili

li ne sait pas correctement comment il faut s'y prendre avec l'opposition démocratiquement élue.

En Arménie on observe quelque chose d'analogue : chaque parti caractérise le gouvernement en fonction comme criminel et promet, avant l'élection, la lutte contre la corruption. Pourtant, à peine est-il au pouvoir qu'il commence par s'enrichir en s'abreuvant grassement aux mamelles fortunées de l'État, comme si elles étaient sa propriété privée, là-dessus il est démis de ses fonctions par les élections suivantes et le jeu recommence de plus belle. Ces pays ont donc toujours un gros problème avec cela, celui de comment s'y prendre pour que revienne à ceux qui pensent autrement, à l'opposition, une place légitime dans le jeu démocratique. L'opposition affirme, avec de bonnes raisons, que le gouvernement est corrompu et en riposte, le gouvernement en fonction caractérise l'opposition comme terroristes. Après le changement de pouvoir, le même schéma recommence.

C'est pourquoi dans les populations, la conviction s'est renforcée que le gouvernement est à chaque fois fondamentalement corrompu et que l'opposition consiste seulement en terroristes qui veulent parvenir au pouvoir, pour en faire un mauvais usage. Ce parangon de penser se retrouve aussi en Ukraine. L'illusion et le découragement règnent — ce qui conduit à une concurrence de toutes les énergies au lieu d'une entrée en scène ensemble contre l'ennemi commun. En Ukraine, ceci pourrait être effectivement dompté et devrait abandonner le pays (du reste : comme Saakaschwili aussi, qui est à présent gouverneur dans l'ouest de l'Ukraine !). Mais toujours, lorsque la question se pose — quels sont nos points communs, que voulons-nous à présent parvenir à construire ensemble ? — se découvrent de considérables divergences. Et la totalité est encore plus difficile du fait que de l'extérieur, des forces permanentes s'immiscent et prennent une influence indirecte.

A. Bleicher : Aux temps de Kutschma, il y eut effectivement une sorte de démocratie présidentielle. Des carrières purent ainsi être réalisées, au moyen de la proximité sociale entretenue avec le président, tandis qu'aussitôt après les dirigeants des partis établirent un monopole du pouvoir. Sous Ianoukovytch, surgit de nouveau une sorte de démocratie présidentielle.

F. Glasl : C'est bien cela et dans l'intervalle, il y a un nouveau monopole du pouvoir d'oligarques qui est cartellisé selon les dispositions d'intérêts ou se paralyse alternativement.

« Coup d'œil sur la situation économique... »

A. Bleicher : Jetons un coup d'œil sur la situation économique du pays de l'Ukraine. La transformation dans les pays de l'Est européen fut marquée, dans les années 1990, dans une mesure essentielle par le néolibéralisme par un puissant dégraissage [Downsizing, en anglais dans le texte, ndt] des combinats et une mise

en pièce des circuits de création de valeurs. Ce redressement néo-libéral n'a pas touché dans la même mesure l'Ukraine que les pays de la CEI [Communauté des états indépendants], car dans l'est de l'Ukraine, les industries métallurgique et minière en restèrent pour ainsi dire indemnes...

F. Glasl : ... il s'agit à l'occasion de la région équivalente à la Ruhr pour la Russie.

A. Bleicher : La privatisation sous Kutschma peut pourtant être décrite comme une sorte d'accumulation primitive : la classe des oligarques prend naissance. Cela étant on en arrive à un remarquable jeu d'ensemble ; l'État protège les oligarques de la concurrence et inversement les oligarques soutiennent le système politique corrompu.

F. Glasl : Malheureusement cela est pertinent à un très haut degré d'efficacité. Les privatisations réussirent selon ce schéma. Et les oligarques entretiennent une armée personnelle et privée, laquelle cependant ne se soumet pas aux ordres du commandement central de Kiev.

Laissez-moi jeter un bref coup d'œil sur l'Union soviétique dans la phase Gorbatchev, car c'est alors que se cristallisa le schéma qui peut être depuis observé partout. Je sais de sources sûres que l'idée de Gorbatchev — vue avec les lunettes de la *Dreigliederung* — était d'installer tout d'abord la libération culturelle. C'est pourquoi sous le slogan de *Glasnost*, la liberté de la presse et celle d'opinion furent encouragées dans la rue.

Lorsqu'en 1986, je me rendis à Leningrad, pour la première fois, sur invitation des institutions russes, et que je tins un séminaire pour les cadres issus de l'économie et de la politique, je menais alors des entretiens avec des gens qui exhibaient une critique véhémement à l'égard de l'idéologie communiste — c'était déjà une belle avancée dans la liberté de la vie de l'esprit. Gorbatchev voulait tout d'abord rendre la liberté possible dans la vie de l'esprit et ensuite réaliser des réformes juridiques et finalement s'attaquer seulement alors aux réformes économiques.

Au moyen d'une pression énorme de la part des USA — imprégnée à 150% de néolibéralisme — la manière de procéder fut inversée : on en vint aux privatisations en tant que démarrage des réformes économiques, quoique pour cela il n'y eût alors absolument aucun cadre juridique adéquat. Avec la conséquence que seule la *nomenklatura*, qui avait mis son argent en sécurité à l'étranger, était en situation d'en acquérir la propriété. La même chose arriva en Hongrie : les fiéffés communistes avaient leurs comptes en Suisse et au Luxembourg, parce que déjà aussi leurs enfants avaient étudié dans les pays occidentaux. Ainsi les élites d'alors purent s'approprier la capacité productive. Ce furent les premiers capitalistes en place. Lorsque par la suite — aussi sous Poutine — on guigna de manière critique ces oligarques, il n'y avait plus aucun moyen légal de leur retirer les capacités productives.

La même chose se produisit en Ukraine en engendrant une classe des oligarques qui a résisté à toutes les révolutions.

A. Bleicher : La conséquence de cette évolution, c'est qu'en Ukraine, il y a un abîme s'approfondissant sans cesse entre riches et pauvres. Peut-on donc aussi comprendre le conflit en Ukraine comme un conflit de répartition des richesses ?

F. Glasl : À coup sûr ! On peut parler d'une classe stable d'oligarques, qui possède toute la fortune. Les mouvements révolutionnaires tentent toujours de développer pour eux une perspective économique — et y échouent régulièrement. La coupure entre riches et pauvres s'étend et c'est réellement effrayant. J'étais aussi régulièrement à Moscou au temps de l'URSS et dans d'autres villes soviétiques : il n'y avait à l'époque aucuns sans-abris passant la nuit dans le stations de métro, aucun alcoolisme faisant rage, aucun appauvrissement...

A. Bleicher : Cette paupérisation représente-t-elle un facteur stabilisant le système ? Celui qui est tourmenté par les angouisses de déchéance vote pour ce qui est soi-disant le plus sûr, le cas échéant l'homme fort...

F. Glasl : ... et ne s'intéresse pas non plus à un système politique doté d'une concurrence démocratique qui engendre sans cesse des incertitudes.

Les situations des problèmes sont donc les suivantes : quand bien même le problème linguistique ne menait pas du tout au conflit en Ukraine, les gens furent pourtant séduits par des appels aux unités linguistiques, préférences religieuses ou réminiscences historiques. La chance de développer une diversité dans laquelle l'identité politique ne doive pas être identique à celle économique et déjà pas du tout à celle culturelle, ne fut pas utilisée. Ce développement de quelque chose de neuf fut véhémentement empêché de l'intérieur comme de l'extérieur. Car la culture eût pu d'abord seule se développer à l'intérieur de sa sphère autonome, si elle n'avait plus été instrumentalisée par des intérêts politiques et économiques.

Je n'estime pas ce nouveau développement réalisable dans les prochaines 20 ou 30 années, puisque l'excitation est trop grande. Lorsqu'au sein d'un pays une guerre a eu lieu, beaucoup de choses doivent se passer, conformément à ce qui a été vécu, pour que la population se réconcilie. Et ensuite encore pour trouver une forme d'organisation, c'est une tentative presque impossible. Il est possible qu'un regard porté sur la Confédération helvétique puisse venir en aide, laquelle a développé un modèle couronné de succès dans la manière de s'y prendre avec des identités diverses.

A. Bleicher : La Suisse dispose, il est vrai des espaces de jeu de répartition...

F. Glasl : ... en effet, et pas seulement un problème à vif de répartition comme à l'Est de l'Europe.

Influence provenant de l'extérieur sur le conflit ukrainien

A. Bleicher : *Le conflit en Ukraine ne peut pas être expliqué de manière exhaustive au moyen de la situation conflictuelle seulement intérieure au pays. Une part de ce conflit est importée de l'extérieur en Ukraine. Comment jugez-vous cela ?*

F : Glasl : Je pense que ce qui se joue au niveau de la politique mondiale, a une grande influence sur ce qui se passe en Ukraine et cela rend difficile pour ce pays de parvenir à des solutions durables dans un délai pas trop lointain. La Russie et les républiques asiatiques de l'ex-URSS veulent créer un espace économique eurasiatique, qui pour la Russie, eu égard à l'hégémonie politique et économique, joue un rôle important. Poutine active vivement ce processus et relativement à ceci il est en dialogue avec les États eurasiatiques.

Prenons par exemple le TTIP, qui représente la tentative de créer un espace économique d'empreinte occidentale – je l'affirme : sous la domination des USA. C'est aussi là un signe que les confrontations entre l'Eurasie d'une part et l'UE ainsi que l'Amérique de l'autre, se sont aggravées. Je suis témoin qu'ici les USA mènent une sorte de combat de résistance, tandis que la Russie et la Chine, en particulier sur la base de la croissance économique chinoise, se trouvent dans l'offensive. À l'occasion de quoi la Chine représente la véritable force puissante, en dépit des récentes turbulences dans les bourses et avec la monnaie... La Russie est économiquement tout autre que forte, la chute du rouble en dit bien long.

« Un ennemi était... nécessaire... »

À cela se rajoute encore que les impulsions économiques des USA, en particulier celles innovantes, celles de la *Silicon Valley*, avaient été totalement sur-alimentées par l'industrie de l'armement. Après la dissolution de l'Union soviétique, les USA avaient égaré leur ennemi – ce qui représentait pour eux un grave problème. Car ils durent alors se mettre en quête d'un nouvel ennemi approprié, pour laisser apparaître ces investissements militaires comme justifiés. L'OTAN se retrouvait alors sans mission et avec cela le budget militaire était devenu superflu. Il fallait donc d'urgence un ennemi ! Cet ennemi devait pourtant aussi pouvoir – et vouloir – mener aussi des guerres conventionnelles et pas seulement asymétriques, ce qui est aujourd'hui largement usuel. Les USA voulaient des structures centrales de commandement, et non pas, par exemple, des cellules autonomes, qui opèrent de façon indépendantes et qu'on ne peut plus aller rechercher une fois qu'elles ont été mises en mouvement. Il n'était, ni n'est encore question comme tel, d'un ennemi

– aussi longtemps que la Chine se refuse à la confrontation militaire – autre que la Russie.

A. Bleicher : *Dans quelle mesure cela produisit-il tout son effet, selon la vision que vous en avez, sur le conflit ukrainien ?*

F. Glasl : L'élargissement de l'UE dans les zones tampon (Pologne, Pays Baltes, Ukraine, Moldavie, Roumanie et Bulgarie) a totalement et essentiellement à faire avec l'extension du système militaire de l'OTAN. Les États concernés n'avaient aucun intérêt particulier à se rattacher au modèle eurasiatique et tombèrent alors dans le champ gravitationnel des États hégémoniques entre lesquels ils se retrouvent tiraillés des deux côtés : de l'Ouest et de l'Est. Cela concerne tous les États tampon.

Pour l'Ukraine, il se trouva beaucoup de choses en jeu au moment où les protestations sur la place Maidan commencèrent. On pouvait faire pression sur l'Ukraine, car elle se trouvait devant le collapsus, l'insolvabilité menaçait. L'énorme dette de l'État plaçait le pays sous une considérable pression d'agir, de sorte que finalement, il en vint pour cette raison à renoncer au traité d'association avec l'UE, parce que le président d'alors, Ianoukovytch avait certes une proposition d'assistance de la Russie, mais aucune de la part de l'Occident. L'Ukraine fut laissée en plan par l'Occident, alors qu'elle s'ouvrait idéellement en direction de l'UE. En même temps cette ouverture vers l'Ouest signifiait le potentiel encerclement militaire de la Russie par l'OTAN.

Un signe que, pour l'OTAN, cet encerclement de la Russie était sérieusement envisagé, est aussi la tentative de l'OTAN de stationner en Pologne, à la frontière de la Russie, des missiles – officiellement en tant que menace potentielle vis-à-vis de l'Iran. C'était nonobstant peu crédible, il s'agissait de fusées qui pouvaient être tournées en direction de la Russie. Avec cela, de peur que cela ne suffise pas – à partir de la vision russe – des provocations permanentes vis-à-vis de la Russie eurent lieu. Car si l'OTAN était sensée pénétrer jusqu'en Géorgie – La Géorgie et l'Ukraine avaient en effet fait en 2008 une demande d'entrée dans l'OTAN –, la Russie eût été extraordinairement vulnérable au plan militaire. À titre d'avertissement, la Russie agressa donc militairement la Géorgie en août 2008 et maintient depuis son occupation en Ossétie du Sud.

L'OTAN a donc un intérêt vital à bien ferler l'Ukraine et à relancer de nouveau la Guerre froide, parce que cela signifie et assure, pour elle, une bonne part de justification de son existence.

A. Bleicher : *Quelles sont les logiques dans cette nouvelle guerre froide ? S'agit-il à l'occasion de la domination des matières premières russes, ou bien est-ce que les idéologies de transformation – introduction de la démocratie et de l'économie de marché – jouent-elles un rôle dans la confrontation ?*

F. Glasl : Tandis qu'en Russie on ne cesse de prendre référence aux confrontations du passé, donc à la « grande Guerre patriotique » (à savoir la seconde Guerre mondiale), il s'ensuit aussi de ce fait une certaine réhabilitation du stalinisme.

A. Bleiche : *Pour maints économistes russes Staline représente entre temps de nouveau une figure quasi sacrée, qui a obtenu de force l'industrialisation et la modernisation.*

F. Glasl : À part cela, je ne suis pas capable de reconnaître une orientation idéale porteuse en Russie.

Inversement, l'Occident active, avec le TTIP, un programme d'harmonisation économique et tente d'arrondir son espace économique aussi largement que possible. Ceci est flanqué de gages comme le patriotisme, la peur de l'Islam et la présupposée mise en danger du monde chrétien.

A. Bleicher : *S'agit-il donc pour ainsi dire d'une comédie tragique d'un conflit ?*

F. Glasl : Que Poutine ne cesse d'évoquer la décadence de l'Occident – l'homosexualité, etc. – et d'insister que la Russie s'oppose à cette décadence, ceci aussi est un *ersatz* d'idées. La proximité célébrée avec l'Église orthodoxe, qui n'apparaît en aucune manière progressive, représente un substitut pour des idées porteuses. Dans cette mesure cela à quelque chose d'une comédie.

Classement du conflit dans la typologie conflictuelle

A. Bleicher : *Peut-on typer le conflit ukrainien dans les catégories d'une guerre ouverte ou froide et à quels stades conflictuels auriez-vous recours pour décrire la situation actuelle ?*

F. Glasl : On doit tout d'abord distinguer entre le conflit intérieur à l'Ukraine – entre les deux parties ouest et est – et le conflit extérieur à l'Ukraine – entre la Russie et les pays occidentaux – lequel enflamme le conflit intérieur.

Le conflit ukrainien intérieur est à classer dans la 8^{ème} catégorie (voir l'encadré sur l'escalade des conflits, page suivante). On en est arrivé là entre temps à un durcissement de la confrontation militaire qui représente un conflit ouvert, lors duquel chaque partenaire tente de repousser à son profit les lignes de démarcation vaguement définies par l'accord de Minsk le 11 février 2015.

Ce qui est véritablement surprenant, c'est que le conflit s'aggrave certes au niveau local, mais qu'il existe, non-obstant tant du côté russe que du côté de l'UE, un intérêt vital pour qu'il ne parvienne pas aux frontières de l'Ukraine. Nous avons donc à faire à un conflit localement violent, mais au-delà du régional à une escalade de conflit froid – pensons aux sanctions économiques –, le-

Les neuf degrés d'escalade des conflits selon Friedrich Glasl

1. Durcissement : Les points de vue s'endurcissent et se heurtent. La conscience de tensions existantes mène à des crispations. Malgré cela la conviction existe encore que les tensions sont résolubles par le dialogue. Il n'y a pourtant aucuns partis ou camps rigides.

2. Débats, polémique : Une polarisation a lieu dans le penser, sentir et vouloir. Un penser noir/blanc surgit et un combat verbal pour avoir dessus et dessous.

3. Des actes au lieu de paroles : la conviction que « le discours n'aide plus », acquiert de l'importance, on poursuit une stratégie d'actes accomplis. L'empathie avec « autrui » se perd, le danger de mauvaise interprétation croît.

4. Images/coalitions : La « rumeur de cuisine » cuit, des stéréotypes et clichés sont construits. Les partis manœuvrent l'un contre l'autre dans des rôles négatifs et les combattent. Un racolage de partisans a lieu.

5. Perte de face : On en vient à des agressions (interdites) publiques et directes, qui visent à faire perdre la face à l'adversaire.

6. Stratégies de menace : Menaces et contre-menaces augmentent. Par le lancement d'ultimatum l'escalade du conflit est accélérée.

7. Coups de destruction limités : Les opposants en se voient plus comme des êtres humains. Des coups de destruction limités sont menés en tant que réponse « étant convenable ». Inversion des valeurs : un dommage propre relativement mince est déjà estimé comme un gain.

8. Éclatement : La destruction et la désagrégation du système ennemi est poursuivi intensément comme un objectif.

9. Ensemble dans l'abîme : On en vient à la confrontation totale et sans retour. On s'accommode de l'anéantissement de l'ennemi au prix de son propre anéantissement.

(Voir Friedrich Glasl : *Management de conflit. Un manuel de forces de conduite destinées aux conseillères et conseillers* ; Haupt-Verlag Bern, Vienne, 11^{ème} édition 2013. Voir aussi : http://de.wikipedia.org/wiki/Konfliteskalation_nach_Friedrich_Grasl

quel est à classer au 6^{ème} niveau, voire parfois au septième.

Dans ce contexte, l'annexion de la Crimée en mars 2014 est d'importance. Il ne s'agit pas *per se* — selon la manière dont on voit la chose — d'une annexion. J'ai eu à faire à Ekaterinbourg, au moment de la crise de Crimée, avec des acteurs de diverses couches sociales. Du côté russe, la Crimée est traditionnellement comprise comme une partie de la Russie [conquise sur les Turcs par sa Sérénissime Potemkine, époux secret de Catherine II [voir : Semon Sebag Montefiore : *La Grande Catherine & Potemkine*, Calmann-Lévy, Paris 2012. *ndt*]] tant au plan historique que militaire. Ainsi plus de 80% de la population approuva ce rattachement à la Russie.

Du côté des droits des peuples ce n'est pas aussi simple à présenter. Le reproche d'annexion n'est pas défendable sans réserve, en considération du droit des peuples actuel. Ce fut extrêmement stupide de la part du côté russe de ne pas avoir organisé correctement la votation, mais au contraire en l'accompagnant de gestes et démonstrations de menaces — soldats avec kalachnikov, flanquant des urnes électorales transparentes —. Car la population de la Crimée se fût tout aussi majoritairement prononcée en faveur de la Russie lors d'un référendum correct.

S'agissant d'un droit des peuples en cours, il en est ainsi qu'il y a deux conceptions du droit : l'une dit que l'intégrité territoriale ne doit être en aucun cas violée — et l'autre qu'elle puisse (ou doive) très bien l'être pour des raisons humanitaires. Mais autant la Russie que les USA s'efforcèrent, après la dernière Guerre mondiale à se tourner vers le concept s'adaptant le mieux à la situation qui les arrangeait et donc vers des conceptions juridiques contradictoires.

A. Bleicher : *Pourtant le problème de 1917 resurgit ici — mot-clé droit « d'autodétermination des peuples » —, car même s'il y a une majorité, avec 80% des voix en faveur de la sécession, il reste 20% des voix, une minorité en effet, qui doit se sentir comme telle. Et on peut encore poursuivre le raisonnement plus loin : que se passerait-il si la totalité de l'est ukrainien faisait sécession et fondait un État propre ou selon le cas décidait de se rattacher à la Russie ?*

F. Glasl : Le problème c'est la doctrine de Wilson qui encourage l'ethnocentrisme et qui a représenté avec cela la cellule germinale de la guerre suivante. Je pense même que l'Occident n'aurait rien eu à reprocher au référendum de Crimée, s'il s'était agi d'un référendum du genre de ceux, nombreux, qui eurent lieu à la fin de la première Guerre mondiale. Ici Poutine a tout simplement agi avec précipitation. Car le véritable problème persiste, à savoir la question à laquelle on ne répond jamais : que se passe-t-il avec la minorité qui n'est pas d'accord ? Une démocratie mûre se caractérise par le fait qu'elle respecte les droits des minorités et de l'opposition.

Ce problème se révèle classiquement dans les pays des Balkans : la politique de Tito tenta de le résoudre par la mixité. Lorsque la Yougoslavie s'effondra, s'ensuivit, avec

Milošević, l'idéologie de la « purification ethnique », avec tous les conflits qui lui sont reliés.

Il eût été important, cependant de rechercher une vie ensemble sans une séparation selon la religion, la culture, l'ethnie, sur la base d'un système juridique commun — comme dans l'exemple positif déjà mentionné de la Confédération helvétique. Une compréhension du droit comprise comme partagée, à un niveau étatique commun et sous la facilitation d'une diversité culturelle — et là nous sommes totalement proches de la *Dreigliederung* — en référence à la religion, la langue et autres. On devrait prendre cela au sérieux dans toutes les constellations de conflits de cette sorte ; le jeu majorité-minorité ne résout absolument aucun problème.

A. Bleicher : *Ces positions et pratiques contradictoires en matière de droit des peuples ne sont pourtant pas abordées dans les médias. On y dessine toujours seulement qu'une image en noir et blanc.*

F. Glasl : En matière de droit des peuples valait autrefois l'intégrité territoriale en tant que principe dominant ; aujourd'hui, on doit légitimer des interventions par des données humanitairement indéfendables. Cela a été vu comme tel du côté russe — et je peux très bien le suivre par mon penser — comme s'il y avait eu une intervention humanitaire indispensable pendant le désordre de Crimée et avec cela justifiée.

Scenari de développement

A. Bleicher : *Dans son ouvrage déjà mentionné « Combat des cultures », Samuel Huntington a proposée trois scenari de développement pour l'Ukraine. Le plus pertinent part d'une scission de l'État. Quel scenario concernant l'évolution de l'Ukraine, tenez-vous pour vraisemblable ?*

F. Glasl : Quand bien même cela ne plaise aux Ukrainiens — je pense que la scission est incontournable. Je ne pars pas du fait que l'est de l'Ukraine se rattache à la Russie, comme cela est arrivé dans le cas de la Crimée. Étant donné que le niveau d'escalade 8 est déjà atteint nettement, il s'ensuit que les parties en inimitié amère ne sont plus prêtes, ni capables d'accepter le modèle d'une autonomie plus vaste sous le « toit commun de l'Ukraine » et de vivre sous un gouvernement commun « à la Suisse » [en français dans le texte, *ndt*]. Après autant de violence et des attributions réciproques de faute il faut d'abord produire un coûteux travail de conciliation.

À cela se rajoute nécessairement que doivent réussir des réorganisations et restructurations internes. Car dans l'est de l'Ukraine, des acteurs sont actifs — avant tout dans la police et l'administration —, qui y ont été embauchés non pas sur la base de leurs compétences, mais au contraire sur la base de leur situation militaire. Cela nécessite donc des contentions extraordinaires pour y restaurer un sys-

tème étatique fonctionnel ; la situation en Ukraine est de beaucoup comparable à l'époque qui suivit la capitulation allemande, avec la dénazification.

J'estime cela comme hautement probable que ces positions, qui sont occupées aujourd'hui dans l'est de l'Ukraine sur la base d'une méritocratie militaire seront librement évacuées pour des acteurs capables pour ainsi dire. De plus il se rajoute que de nombreux acteurs — au fond capables — devaient se comporter de manière opportuniste. On ne peut pas du tout reprocher cela aux êtres humains ; mais pour cette raison, ils ne sont plus crédibles non plus.

Ce problème existe en Ukraine de l'ouest exactement à l'inverse : comment se débarrasser des forces qui se sont positionnées — par la charge fortement nationaliste — à l'encontre de l'Ukraine de l'est, donc la SWOBODA, les mercenaires ; les armées privées des oligarques et autres ?

A. Bleicher : *Que signifie, au plan économique la scission de l'est ?*

F. Glasl : La région industrialisée de l'Ukraine, qui est alignée sur la Russie de manière prépondérante, prospérera. L'exportation va en Russie et la Russie est réduite aux biens en provenance d'Ukraine. Si celle-ci dans sa totalité avait décidé d'être membre de l'UE, cela n'aurait rien changer en effet non plus ensuite.

L'ouest n'aurait pas pu accueillir aucuns biens d'exportation venant de l'Ukraine, c'est-à-dire que l'exportation de l'Ukraine est carrément renvoyée aux acheteurs russes. On eût besoin de nombreux transferts financiers de l'UE pour édifier en Ukraine une nouvelle structure de création de valeurs. Je ne crois pas que cela eût été effectif, car la structure oligarchique empêche en effet un développement économique raisonnable.

Si l'on fait le total de tout ce qui a été exposé jusqu'à présent, on peut à peine se représenter le scénario d'une Ukraine en tant qu'État global. Il paraît plus simple d'ouvrir aux deux régions une perspective économique, propre à chacune — à l'occasion de quoi aussi cela représente un travail d'Hercule. L'est est dépendant des marchés russes et l'ouest doit instaurer une situation qui permette les investissements dans l'ouest de l'Ukraine.

À mon scénario appartient aussi nonobstant en plus le fait que l'Occident (et donc l'UE) dit : le développement de l'Ukraine de l'est est aussi notre affaire, c'est pour nous une exigence qui nous concerne. Il est par trop facile à concevoir que la Russie doit en venir à bout avec l'Ukraine de l'est et l'Occident ne doit pas seulement se soucier de l'Ukraine de l'Ouest.

La manière de s'y prendre avec le convoi humanitaire de 280 camions peints en blanc, qui fut mis en branle de Russie pour l'est de l'Ukraine, en août 2014, représente un exemple de cette attitude contre-productive de l'Occident. Dans ces camions, il y avait à coup sûr aussi des

« biens » militaires. Comment donc se fait-il que l'UE n'ait pas dit alors : Magnifique ! L'aide humanitaire est souhaitée globalement que ce soit à l'est comme à l'ouest ! la Croix rouge et l'OSCE doivent organiser ensemble le transfert et s'assurer en même temps qu'il ne s'agit là que d'aide humanitaire ? » Pourquoi cette action d'aide en provenance de l'est fut-elle d'avance diffamée par l'Occident, au lieu de profiter avec intelligence du vent gonflant les voiles de cette action de propagande et de dire : « Nous coopérons ! ».

À cela la Russie n'eût pas pu dire « *Niet* ! »

« ... porter les soucis en commun... »

La situation dans l'est de l'Ukraine représente pour l'Occident un défi humanitaire. L'aide est indispensable. Car cela ne fonctionne pas de manière que l'Occident veille à l'Ukraine de l'ouest et la Russie à l'Ukraine de l'est. Tous deux, l'UE et la Russie doivent se préoccuper, se soucier, des deux parties de l'Ukraine. En outre une aide au développement est nécessaire dans la mise en place concrète de structures réellement démocratiques. Mais je ne sais pas si l'Ukraine occidentale serait réceptive à ce genre de proposition d'aide en ce moment. On y suit là-bas le modèle d'une Europe américanisée, à savoir économie de marché et démocratie doivent être transférées en Ukraine en tant qu'institutions. Sinon, il n'y a à leurs yeux aucunes institutions sociétales qui jouent un rôle.

Tout à fait en général des dialogues intensifs sont indispensables. ET si les négociations sont rompues pour la centième fois, il faut y retourner la cent-et-unième fois, et tenter d'obtenir la démilitarisation, afin que le résultat de soit pas un *failed-state* [« état défaillant », en anglais dans le texte ; car maintenant les négociations se mènent en langue anglaise et échouent fréquemment à cause de l'imprécision dans laquelle cette langue est tombée actuellement, *ndt*], à l'ouest comme à l'est. Ici on devrait exiger de l'Europe qu'elle soit plus forte et ne laisse pas la scène aux USA.

Mais le scénario de la scission signifie aussi que le conflit froid des grands espaces économiques persiste et peut sans cesse influencer la situation de manière négative.

A. Bleicher : Monsieur Glasl, nous vous remercions de cet entretien.

Sozialimpulse 3/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Friedrich Glasl : né en 1941 à Vienne. Formation comme typographe, ensuite étude de politologie à Vienne. Thèse de doctorat en 1967 sur le thème de la prévention des conflits internationaux. Professionnellement actif pour l'UNESCO, dans la gestion de la ville de Linz, dans l'imprimerie et l'édition et en tant qu'assistant de la régie d'un cabaret-théâtre. En 1966, il émigre en Hollande. De 1967 à 1985, actif au NPI (Institut du développement organisationnel) fondé par Bernard Lievegoed) dans le conseil d'entreprise, recherche et enseignement.

En 1983, il passe l'habilitation à diriger des recherches dans le domaine de l'organisation sociale (Université de Wuppertal). En 1985 retour en Autriche. Cofondateur du Conseil en développement *Trigon* et maître de conférence en développement organisationnel (Université de Salzbourg, actuellement professeur en visite auprès de l'Université de Tbilissi, Géorgie).

André Bleicher : né en 1963, formation en électromécanique, études de gestion d'entreprise et de sociologie. Membre fondateur de l'Institut

Lorenz Oken, à Herrschried et de celui pour les questions sociales du présent à Stuttgart. Activité dans le domaine du développement organisationnel et coopératif en réseau de petites et moyennes entreprises, collaborateur scientifique du BTU Cottbus et de l'Université de Leipzig, professeur invité d'institutionnalisme comparatif à l'Université des Lumières de Lyon II, professeur de *Business & développement économique* à la FH de Salzbourg, depuis 2012 à l'université de Biberach, domaine d'enseignement : direction et organisation d'entreprise.